

**Conférence de
Monsieur Christian MASSET,
Représentant Permanent Adjoint de la France
auprès de l'Union Européenne,
au Forum Atomique Français sur l'évolution de la politique électronucléaire européenne**

En ouverture M.Masset précise que le rôle majeur de la représentation permanente de la France à Bruxelles est de préparer et de couvrir les conseils des ministres. Elle participe pour cela à deux comités dont l'un chargé de dossier généraux, très largement politiques et dont s'occupe l'Ambassadeur et l'autre, où siège M.Masset, qui est en charge de dossiers plus spécialisés dont l'énergie, et par conséquent le nucléaire.

Monsieur Masset note actuellement une lente évolution pour un retour en grâce du nucléaire

Avant l'élargissement de l'Union, 8 pays produisaient de l'électricité nucléaire mais 5 d'entre eux y avaient renoncé pour l'avenir, de sorte que le rapport de force n'était pas favorable au nucléaire. La libéralisation du marché de l'énergie ne semblait pas non plus favorable au nucléaire, en raison des coûts d'investissement élevés de ce mode d'énergie.

Depuis le début des années 2000 des évolutions sont apparues. Le rôle personnel de Mme de Palacio, notamment sur le dossier de la sécurité d'approvisionnement énergétique, n'est pas étranger à cette évolution, et elle a mis en lumière que, pour plusieurs raisons, le nucléaire était une donnée à prendre en considération dans la politique énergétique et environnementale de l'UE :

- Le nucléaire doit rester une option car les sources fossiles sont épuisables et le prix du pétrole se maintiendra à un niveau élevé.
- La libéralisation du marché : elle ne fait pas tout et doit s'accompagner de la sécurité de l'approvisionnement. Il faut certes des réseaux interconnectés mais aussi des moyens de production à niveau suffisant
- Les changements climatiques et KYOTO inquiètent : que fait-on après 2012, date à laquelle le Protocole actuel prend fin?
- La position des USA : voir le budget de R&D du DOE en augmentation sur le nucléaire, la décision sur le site de Yucca Mountain pour les déchets, une réunion récente sur l'énergie à Houston, montrent que les choses bougent aussi par de-là l'Atlantique.
- Les décisions finlandaise et française pour un EPR, les déclarations de M.Berlusconi en faveur du nucléaire, le livre blanc en Grande Bretagne, le débat relancé en Allemagne au sein de la CDU et en Hollande où des ministres se sont prononcés en faveur du nucléaire.
- Enfin, dernier élément, la stratégie de Lisbonne arrêtée au conseil européen en 2000, dont M. Barroso fait une priorité pour remettre l'Europe sur les rails de la croissance et de l'emploi au travers de 4 objectifs ; la compétitivité, les hautes technologies (où le nucléaire a toute sa place), la création d'emplois et la promotion de l'excellence scientifique.

Comment transformer ces frémissements en mouvement européen de relance du Nucléaire ?

L'orateur cite deux orientations favorables qu'il regroupe en " lignes de front " et " jeu des acteurs".

Les lignes de front sont les grands dossiers ayant un impact sur le nucléaire. La France doit s'y impliquer fermement. Les plus importants sont :

- Le traité constitutionnel qui maintient dans des conditions "inespérées" le Traité EURATOM alors que l'environnement n'était pas forcément favorable à la pérennité de ce Traité spécifique. Il convient cependant de rester prudent, puisque plusieurs Etats membres se sont à nouveau manifestés contre l'existence de ce Traité

- La poursuite de l'action en faveur du climat après 2012. La Commission commence à dire que le nucléaire doit être une des options retenues.
- Le « Paquet Nucléaire », portant sur les déchets, la sûreté et le démantèlement.
- La sécurité de l'approvisionnement en énergie qui suppose une planification à long terme.
- Le 7^{ème} Programme Cadre de R&D (PCRD) pour la période 2007 - 2013, l'ambition de la commission est de doubler le budget (8 à 9 Md d'euros par an). La fusion et les réacteurs de 4^{ème} génération, notamment, doivent y trouver leur place.
- Dernier chantier, les initiatives technologiques européennes permettent d'imaginer une initiative technologique européenne dans le domaine de la fission nucléaire

Le jeu des acteurs s'est ouvert et modifié avec l'élargissement de l'union.

- Le Parlement Européen qui n'a cessé de voir son rôle renforcé, la donne est meilleure du fait de la diminution, en proportion, des antinucléaires (aucun élu "vert" dans les nouveaux Etats membres).
- Le Conseil, de 15 au moment du Traité d'Amsterdam, nous passons à 25 membres avec le Traité de Nice et bientôt le nouveau traité constitutionnel s'il est ratifié. 25 commissaires viennent de 25 pays différents, dont 13 utilisent l'énergie nucléaire.
- La Commission, qui a le monopole des propositions législatives, pourrait être plus favorable au nucléaire mais la situation est difficile à décrypter pour l'instant. Le commissaire en charge de l'énergie, Andris Piebalgs, semble neutre et prudent, le président de la Commission ne s'est pas encore exprimé sur le sujet, le Commissaire à l'environnement, Stavros Dimas, ne semble pas très favorable au nucléaire.

En conclusion M.Masset pense qu'en étant très présents dans ces deux domaines, en suscitant des débats, en identifiant les nouveaux interlocuteurs, en répondant aux attentes de l'opinion publique, en suivant ce qui se passe au USA, les conditions pourraient enfin être réunies pour que les frémissements observés se transforment en situation durable.